

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 467, 1.50 F  
JEUDI 8 OCTOBRE 1970



## La tournée du gendarme

# Le Parti chez lui en 1971

Daniel Frachon

C'est fait, la promesse de vente de l'immeuble qui sera le nouveau siège central du parti vient d'être signée par son actuel propriétaire. La vente sera définitivement réalisée le 31 décembre prochain. A cette date nous devons verser la totalité du montant de l'achat.

Il nous reste donc à peine trois mois pour collecter le maximum de fonds afin d'atténuer et si possible de rendre inutile tout emprunt extérieur.

La Direction Nationale du Parti est en train d'achever la mise au point d'un programme de relance de la souscription nationale mais sans plus attendre il faut tout faire pour mobiliser l'ensemble du Parti sur cette tâche prioritaire.

## Bien peu a été fait

Pour l'instant, 2.000 militants — 30 sections - 6 fédérations — se sont sentis concernés par cette campagne. Ils ont collecté pour le local près de 380.000 francs. C'est peu par rapport à l'objectif ; c'est beaucoup par rapport à la petite fraction du Parti qui s'est intéressée à la souscription.

Sans être d'un optimisme outrancier, ce premier résultat démontre que par un effort collectif et général de tout le Parti, c'est-à-dire de ses militants comme de ses organisations, il est possible de collecter les fonds nécessaires à l'achat du siège central.

Aujourd'hui, le doute, les hésitations, bien compréhensibles, explicables par quelques expériences antérieures malheureuses, ne sont plus justifiés.

## Il n'est plus possible de reculer

Les besoins en locaux pour le fonctionnement normal des organisations centrales du Parti sont d'une telle évidence et d'une telle urgence (les travaux de démolition de la rue Mademoiselle devant intervenir fin 1971) qu'il n'est plus possible d'attendre plus longtemps.

La promesse de vente a été signée par le propriétaire moyennant le versement de 10 % de la valeur d'achat, perdue par le Parti si la vente ne pouvait intervenir par sa faute le 31 décembre prochain.

Le bureau national demande à toute les organisations du Parti de verser à la trésorerie centrale la somme dont elles sont depositaires au titre du Parti soit à titre de prêt ou à titre de dons.

Il leur demande de prendre toutes les décisions nécessaires pour intensifier et accélérer les collectes de fonds.

D'autre part, il s'adresse à tous les militants du Parti et à tous ceux qui sont solidaires du combat qu'il mène pour le socialisme. Que ceux d'entre vous qui n'ont pas encore versé leur contribution s'acquittent maintenant de ce devoir de militant.

Que ceux qui ont accepté de donner une caution personnelle la transforme au moins pour une partie en don ou en prêt.

Que ceux qui disposent de quelques réserves financières les prêtent au Parti, l'ensemble du Parti, par l'intermédiaire de sa direction, se portant garant du remboursement des prêts ; y compris le remboursement anticipé en cas de nécessité.

**DES JOURNALISTES DE LA NOUVELLE EXTRÊME GAUCHE; DES COMMUNISTES, DES SOCIALISTES MARXISTES, DES CHRÉTIENS RÉVOLUTIONNAIRES SE SONT ASSOCIÉS**

**4 000 SOUSCRIPTEURS, QUI VEULENT UNE PRESSE NOUVELLE  
LEUR ONT DONNÉ LES MOYENS DE TRAVAILLER**

**DES GROUPES DE SPÉCIALISTES, AUTOUR DE LA RÉDACTION,  
PRÉPARENT LES ÉTUDES ET LES GRANDS DOSSIERS**

**A PARTIR DU 8 OCTOBRE, CHAQUE JEUDI**

## **POLITIQUE** **Hebdo**

**Un journal révolutionnaire clairement engagé dans les luttes pour le socialisme**  
**Une critique radicale du capitalisme à travers l'actualité**  
**48 pages d'information, d'analyses, d'enquêtes, de dessins, prix : 3 F**

### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Abonnement de soutien .....

1 an  300 F

6 mois  150 F

Abonnement normal .....

1 an  100 F

6 mois  60 F

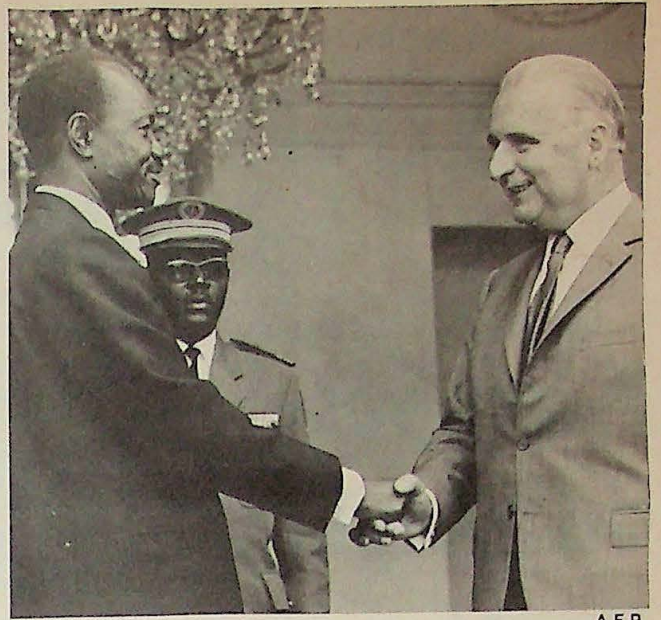
Abonnement d'un an couplé avec la revue mensuelle « Politique Aujourd'hui » .....  150 F

Bulletin à retourner à « Politique Hebdo », 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris (10<sup>e</sup>) - C.C.P. La Source 31.813.28



Agip

## L'éditorial de J. Malterre



A.F.P.

**A** l'époque des téléphones rouges, les chefs d'Etat n'ont pas perdu l'habitude de se rendre visite les uns aux autres : rien ne vaut les contacts personnels. Nixon parade aux portes de l'Egypte en deuil avant de visiter ses alliés espagnols et anglais, il lui faut bien reconforter l'opinion américaine à la veille des élections sénatoriales.

Pompidou prend le chemin de Moscou ; il se doit de montrer qu'il n'a pas abandonné la grande politique gaulienne.

S'il n'est pas possible de mettre ces deux voyages sur le même plan ; ils ont cependant un même objectif qui est de chercher à savoir où en est l'Union soviétique et ce que l'on peut attendre d'elle.

Du côté américain on s'interrogeait sur les limites de la « bonne volonté » soviétique. Quelques gestes jugés « positifs » à Washington avaient été interprétés comme manifestant le désir des Russes d'avoir moins de préoccupations à l'ouest pour être mieux en mesure de faire face au « problème chinois ».

Les Américains en étaient venus à espérer un nouveau Yalta à froid qui aurait consolidé les deux super-puissances dans le respect des positions respectives. Il est difficile de savoir si les « accrocs » dénoncés à grand fracas : — déplacements des bases de missiles en Egypte, « détection » d'une

base de sous-marins nucléaires à Cuba, mauvaise volonté russe à Berlin — annoncent un véritable changement du côté de l'U.R.S.S. ou bien s'ils ne sont mis en avant par les dirigeants américains que pour justifier leur propre raidissement.

Comme la participation conflictuelle, la coexistence pacifique peut au gré des besoins, s'accommoder de la remontée périodique des tensions et de l'usage des menaces sans que cela change profondément les règles du jeu qu'observent les deux grands. Comme le dit à l'Express un haut fonctionnaire américain en définissant les rapports américano-soviétiques « Nous savons très bien ce que nous pouvons faire et ne pas faire ». Ceci ramène à leurs justes proportions les démonstrations guerrières de la 6<sup>e</sup> flotte.

Mais ceci explique aussi qu'un peuple qui ose déranger le jeu des grands puisse être massacré sans qu'aucun des deux ne s'en soucie. Finalement Kossyguine au Caire, Nixon à Madrid et à Londres ne se préoccupent que de la sauvegarde du dispositif militaire mis en place par chacun. Le Russe veut être certain de conserver la base d'Alexandrie, l'Américain se préoccupe de combler les vides militaires que le repli anglais pourrait créer.

Il est superflu de dire que dans tout cela l'intérêt des peuples, leurs besoins, leurs sentiments sont totalement ignorés. C'est tout juste si les soviéti-

ques se sont aperçus que les peuples arabes réagissaient plus qu'ils n'avaient prévu au massacre des Palestiniens. Quant à M. Nixon, même chez le Pape il trouve le moyen de faire surtout étalage de sa puissance de feu.

Paradoxalement l'aimable visite de G. Pompidou en U.R.S.S. peut avoir plus de conséquences.

Si l'enjeu est moins dramatique, il est aussi beaucoup plus concret. Notre Président s'inquiète des progrès réalisés par la diplomatie et l'industrie allemandes en Union Soviétique ; progrès qui éclipsent les maigres résultats de la fameuse entente franco-soviétique lancée par le général de Gaulle.

Pour les maîtres du Kremlin, l'objectif est clair, le projet d'une Europe de l'ouest unie politiquement et économiquement les a toujours inquiétés. Ils veulent contrecarrer cette menace en jouant de la vieille rivalité franco-allemande. Ils souhaitent en même temps établir de bonnes relations avec les Etats capitalistes européens afin de favoriser le maintien du statu quo en Europe de l'Est. Ici également Pompidou est d'accord avec ses interlocuteurs pour « rentabiliser » la coexistence pacifique tout en sachant qu'elle peut geler toute évolution trop « spontanée » des rapports de force au sein de chaque camp.

Avec d'autres manières M. Pompidou fait le même travail que M. Nixon.

# Soutenez la lutte du peuple palestinien

## Collectez médicaments et fonds

Adressez d'urgence vos envois à :

François Della Suda, 1, boulevard Jourdan Paris-14<sup>e</sup> C.C.P. PARIS 12 963-32

# La loi du profit

Christian Leucate

## A propos du Stage Santé

Nous avons publié, dans notre numéro 465 du 24 septembre 1970 une information concernant la tenue d'un stage santé du P.S.U., du vendredi 25 septembre au lundi 28 septembre 1970 à la M.J.C. Paris Charonne.

On nous informe de l'inexactitude de cette information et on nous demande de la rectifier :

C'est un stage de la Fédération des Etudiants en Médecine qui s'est tenu à la M.J.C. Paris Charonne, aux dates ci-dessus, cependant que le stage santé du P.S.U. s'est déroulé au 81, rue Mademoiselle, du 24 au 28 septembre 1970.

Le compte rendu de ce stage sera envoyé aux participants.

Cela fait déjà plusieurs mois qu'une presse complaisante fait gloire au régime d'avoir « réussi la dévaluation ». Ce succès n'est pas douteux si l'on se réfère à l'objectif central que s'était donné le pouvoir : rétablir par l'artifice monétaire, la « compétitivité » de l'économie française — c'est-à-dire sa capacité à réaliser un taux de profit « normal » sur le marché international —, après la politique de hausse des prix menée à grande échelle par le patronat pour « digérer » les avantages consentis aux travailleurs lors des accords de Grenelle. De ce point de vue, Giscard peut se féliciter : un an après la dévaluation, les exportations se portent bien et le commerce extérieur s'équilibre joliment.

Mais ceci n'en dit pas long sur la stratégie qui a permis à la classe dominante de s'assurer ce succès. Au moment où l'Etat fait ses premiers comptes pour 1970, il n'est pas inutile d'analyser, nous aussi, les chiffres les plus révélateurs.

Au moment du « plan de redressement », le pouvoir se donnait des objectifs très stricts de croissance des revenus et des salaires. Mais, dès le départ, ceux-ci apparaissaient comme des effets d'affiche, impossibles à réaliser compte tenu de l'évolution structurelle de l'économie française depuis mai 1968.

### La course à l'investissement

Le gaspillage des investissements avant 1968, et la nécessité de remplacer de nombreux outillages sous la pression de l'évolution technologique et de la concurrence capitaliste internationale se traduit par de très fortes tensions sur l'appareil productif, incapable d'assurer le niveau de production nécessaire, notamment dans les secteurs de base. Ceci explique que depuis 1968, les entreprises capitalistes aient consacré un effort exceptionnel d'investissement à la modernisation et à l'extension de leurs équipements. 1970 ne dément pas cette observation : l'investissement industriel des entreprises privées croît, en volume, de 20 % ; en trois ans (1969-1971) leur croissance aura été de 60 % environ ! Le phénomène nouveau en 1970, est que cet investissement massif se concentre désormais sur les très grosses entreprises exportatrices, le déclin des entreprises moyennes se précipitant.

Cette situation a deux conséquences immédiates :

- la priorité à l'« industrialisation », officiellement consacrée par le VI<sup>e</sup> Plan, se traduit, dès 1970, par la dégradation de l'effort d'équipement collectif (+ 6 % en volume au lieu de 11 % en moyenne depuis 1970) et du logement (1/3 en moins pour les mises en chantier d'H.L.M. au premier trimestre 1970).
- le patronat qui doit, à la fois, dégager des ressources pour financer ses investissements et maintenir un taux de profit permettant leur rémunération capitaliste, mène une stratégie très dure à la fois à l'égard de l'Etat (pour obtenir le desserrement du crédit et l'« allègement des charges » fiscales ou sociales) et à l'égard des salariés.

Cette situation a deux conséquences immédiates :

● la priorité à l'« industrialisation », officiellement consacrée par le VI<sup>e</sup> Plan, se traduit, dès 1970, par la dégradation de l'effort d'équipement collectif (+ 6 % en volume au lieu de 11 % en moyenne depuis 1970) et du logement (1/3 en moins pour les mises en chantier d'H.L.M. au premier trimestre 1970).

● le patronat qui doit, à la fois, dégager des ressources pour financer ses investissements et maintenir un taux de profit permettant leur rémunération capitaliste, mène une stratégie très dure à la fois à l'égard de l'Etat (pour obtenir le desserrement du crédit et l'« allègement des charges » fiscales ou sociales) et à l'égard des salariés.

### Pas de compression salariale

Outre les effets directs ou indirects des accords, surtout sensibles en 1969, les travailleurs sont dans une position relativement forte : on observe une stagnation générale de l'embauche et une augmentation progressive du chômage (+ 5000 par mois, 400.000 fin 1970), mais des goulots d'étranglement en personnel qualifié apparaissent dans les secteurs de pointe et dans les industries de base (chimie, métaux, notamment). Malgré l'absence de luttes sociales prolongées, de substantiels avantages de salaires ont été obtenus, dont le patronat n'a pu empêcher la généralisation aux autres secteurs : au premier semestre, l'augmentation moyenne du taux de salaire est de 5,4 %, la plus forte depuis 10 ans... Pour l'année entière, la hausse nominale du salaire moyen par tête serait voisine de 10 %... En outre le rythme de réduction de la durée

du travail (— 1,1 % en 1970) s'est maintenu depuis Grenelle.

### Cadences et hausse des prix

En effet la situation bénéficiaire des entreprises ne semble pas avoir été gravement atteinte par cette poussée salariale : le résultat d'exploitation des sociétés privées croît en 1970 de 20 % (22 % en 1969). Le rééquilibrage n'a pu s'opérer qu'aux dépens des travailleurs :

● **intensification du travail** : les progrès exceptionnels de la productivité en 1969 et en 1970 (5,7 et 6,2 %) résultent pour une part de l'amélioration de l'équipement productif mais surtout du resserrement rigoureux des cadences et des contraintes sur les conditions de travail résultant de l'extension du « capitalisme d'organisation ».

● **dévalorisation de la force de travail par la hausse des prix** : tant en 1970 qu'en 1969, l'inflation a permis aux entreprises de maintenir leurs marges et de réduire la portée réelle des hausses nominales de salaires. Pendant le premier semestre 1970, les prix de détail ont augmenté de 6,5 % l'an. Pour l'ensemble de l'année, la hausse ne peut être inférieure, dans le meilleur des cas, à 5,5 %. Dans le même temps, l'augmentation du pouvoir d'achat salarial et de la capacité réelle de consommation des travailleurs sera donc très médiocre : 4 % environ.

### Comme en 1968 !

Cette évolution (hausse des salaires — inflation — suraccumulation), réalisée avec un fort taux de croissance (6,2 % en 1970), est, en tous points comparable à la stratégie développée par le patronat en 1968-1969. Elle est par contre très éloignée des perspectives que semblait ouvrir le « plan de redressement » : freinage de la croissance et de l'embauche, blocage salarial, modération des prix... Si le pouvoir a ainsi, de 1969 à 1970, changé de stratégie et s'est refusé à imposer aux entreprises une politique rigoureuse de stabilisation, c'est que les conditions internationales de développement du capitalisme le lui permettaient. En effet, contrairement aux prévisions qui envisageaient la possibilité d'une récession américaine et d'un freinage généralisé de la croissance, l'évolution des grands pays capitalistes s'est marquée en 1970 par le maintien à un taux élevé de l'expansion et surtout de la hausse des prix (4,5 % aux Etats-Unis, 5,5 % en Grande-Bretagne et dans le Marché commun, y compris l'Alle-

#### Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

#### VOUS PROPOSE

##### ● Liste N° 4

— La nouvelle classe ouvrière, S. MALLET .....	6,50 F
— Réforme et révolution, A. GORZ .....	6,50 F
— Questions de politique nationale, LENINE .....	3,20 F
— Mon témoignage, MARTCHENKO .....	21,00 F
— L'empire américain, C. JULIEN .....	25,00 F
— La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL .....	8,90 F
— La réduction du temps de travail, enjeu de la lutte sociale, J.-L. BODIGUEL .....	26,00 F
— Le droit à la ville, H. LEFEBVRE .....	15,00 F

Prix réel : ..... 112,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

magne). Dans ces conditions, le seul souci de la prétendue « politique de lutte contre l'inflation » du gouvernement, a été en fait d'encourager la stratégie de hausse des prix des firmes capitalistes tout en la maintenant dans des limites compatibles avec les exigences de la « compétitivité ». Vu le rythme d'inflation observé à l'étranger et l'avantage monétaire donné par la dévaluation, ceci n'a pas représenté une contrainte insupportable pour les firmes capitalistes... Les travailleurs eux, en sont directement victimes dans leur niveau de vie et dans leurs conditions de travail.

### Une lutte globale

La riposte du mouvement ouvrier à cette stratégie concertée de l'Etat et des firmes capitalistes implique une réorientation profonde des principes de la lutte économique et politique: comme l'annonçaient déjà les contrats de progrès et accords d'entreprises, le patronat va tenter d'éviter la généralisation des hausses de salaires et de jouer une politique salariale différenciée selon le niveau de productivité des secteurs. La lutte contre la déqualification, les licenciements et la compression du pouvoir d'achat va, de ce fait, prendre une acuité très

grande dans les secteurs retardataires. En outre, face aux tentatives de dispersion, le mouvement ouvrier devra définir à la fois une stratégie différenciée par secteur et des mots d'ordre unificateurs (statut unique, échelle mobile, par exemple).

- Avec la généralisation à tous les pays occidentaux des stratégies inflationnistes et du « capitalisme d'organisation », la lutte salariale traditionnelle apparaît comme un leurre à la fois sur le plan économique (médiocrité des résultats en termes de pouvoir d'achat) et sur le plan idéologique (intégration à « l'économie concertée » de la croissance capitaliste). Ceci donne toute leur actualité à de nouveaux objectifs et à de nouvelles formes de lutte :

- Intégrer la lutte salariale dans une lutte économique plus globale : lutte défensive contre la hausse des prix (échelle mobile ?), lutte contre l'intensification du travail, lutte pour la défense des consommateurs et des équipements collectifs (transports, santé et Sécurité sociale, école...).

- Redonner une réelle perspective politique à la lutte économique et idéologique des travailleurs sur les lieux de production. C'est bien la portée actuelle de la stratégie de contrôle ouvrier.

# POLITIQUE Hebdo

numéro 01, jeudi 24 septembre 1970 ; prix : 3 F — « politique hebdo », 14-16, rue des petits-hôtels, paris (10<sup>e</sup>)

## Un journal révolutionnaire ?

Lucien Saintonge

Cette semaine, un nouvel hebdomadaire est en vente dans les kiosques. Son titre : Politique Hebdo. Son ambition : être « un journal révolutionnaire, clairement engagé dans les luttes pour le socialisme ». Son équipe : des journalistes de gauche et d'extrême-gauche, sous la houlette de Paul Noiro, qui était déjà rédacteur en chef de la revue Politique aujourd'hui (laquelle continuera de paraître, par ailleurs).

Disons-le, il est utile, il est salutaire que quelque chose bouge dans la presse. Depuis Mai 1968, il existe un public potentiel considérable pour une vraie presse d'extrême-gauche bien faite. Or, en dehors des organes d'expression de partis ou de groupes politiques, qu'est-ce que ce public a à se mettre sous la dent ? Le Nouvel Observateur, ce mélange très parisien de modernisme, de snobisme et de social-démocratie ? L'Express, ou tout autre digest pour cadres surmenés ?

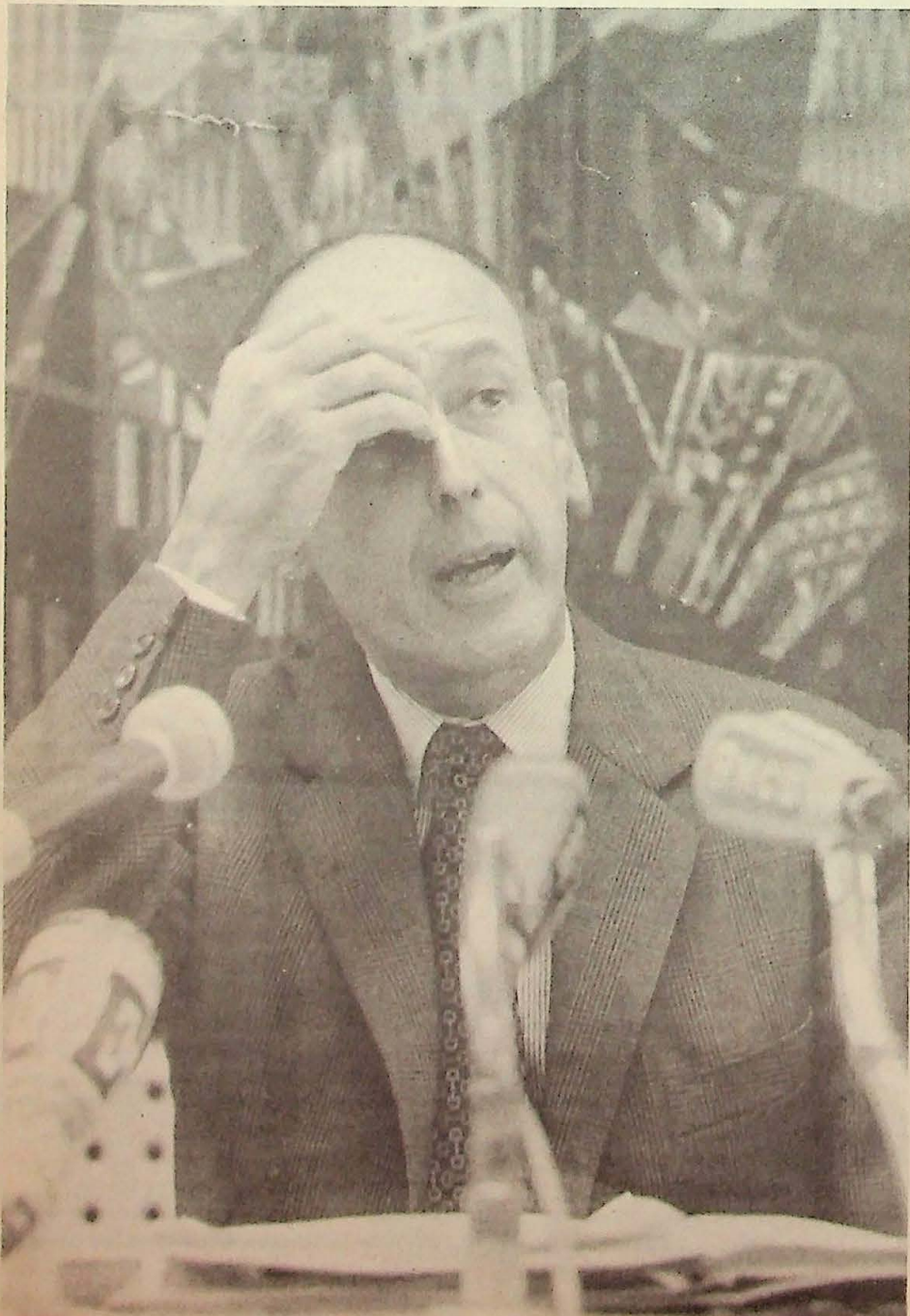
Il est donc heureux qu'une équipe prenne le risque de la création d'un journal qui, par les canaux commerciaux ordinaires, cherche désormais à atteindre ce public. On peut d'autant plus s'en féliciter que la composition même de l'équipe de départ comporte bien des éléments encourageants. Plusieurs journalistes viennent de Politique aujourd'hui, une revue à laquelle on a, certes, pu reprocher d'être partie sur une base révisionniste moderne, mais qui, peu à peu, a précisé ses orientations et est devenue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de la réflexion marxiste dans notre pays : les débats qu'elle a publiés sur l'impérialisme ou sur l'Etat, les articles historiques ou d'actualité, les documents concernant l'histoire du mouvement ouvrier ou ses problèmes brûlants, tout cela constitue incontestablement un acquis très positif. D'autres journalistes viennent de l'Idiot international, des Lettres françaises, des Temps modernes ou appartenaient à l'aile gauche du Nouvel Observateur. Sur le plan de l'appartenance politique, on relève dans la liste des collaborateurs des camarades du P.S.U. à côté de membres du P.C.F. (pour combien de

temps encore ? Le processus d'élimination sera sans doute très rapide pour eux), de la C.I.R., ou de camarades proches de tel ou tel groupe révolutionnaire.

A vrai dire, si tous ces éléments semblent, dans une large mesure, positifs, cette base politique de départ n'est pas également sans poser un problème. A la rédaction, comme dans les groupes d'étude qui travaillent pour Politique hebdo, figurent des camarades qui sont incontestablement engagés dans le mouvement révolutionnaire. Mais on peut être perplexe en notant aussi la présence d'hommes qui, à la C.I.R. ou au C.E.R.E.S., ne sont guère apparus que comme des sociaux-démocrates de gauche. Que sera donc l'homogénéité de cette équipe face à l'événement ? Comment les choix se feront-ils ? Comment les inévitables conflits seront-ils réglés ? De la réponse à ces questions dépend, en fait, l'orientation à long terme du journal.

C'est dire que Politique hebdo devra être jugé sur pièces. Reste que la tentative, au départ, est intéressante : à côté de Tribune Socialiste, dont nous estimons que la mission demeure fondamentale, de propagation des idées du P.S.U., de débats autour de ces idées, et de structuration d'un courant socialiste révolutionnaire, nous avons besoin d'un journal qui, par-delà les barrières d'organisation, permette les indispensables confrontations et publie les informations dont la presse bourgeoise nous prive. De ce point de vue, la formule de Politique Hebdo, publiant deux journaux en un, l'un imprimé en offset pour la partie « dessins et réflexion », l'autre en typographie pour la partie « information », est un pari risqué mais ambitieux : il serait en effet utile de rendre à l'hebdomadaire sa double fonction : d'analyse et d'information.

C'est dire que, sans aucun doute, c'est avec sympathie que les militants du courant socialiste révolutionnaire suivront les efforts de Politique Hebdo pendant les premiers numéros. Après, tout dépendra de Politique Hebdo... □



A.D.N.P.

# Plan d'action ou plan d'inaction

Jean-Marie Vincent

## BULLETIN SOCIALISTE

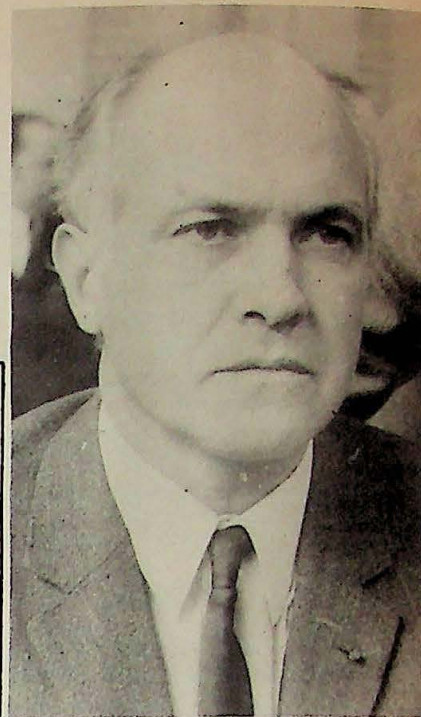
MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1970

NUMERO 108

ORGANE CENTRAL D'INFORMATION DU PARTI SOCIALISTE

Rédaction : 41, Bd de Magenta, PARIS (10<sup>e</sup>) - Tél: 208.23-50

Le numéro (vente directe): 0,50 F - Abonnement : 40 F.



D.R.

Le parti socialiste se gauchit. Avec un retard qui ne saurait étonner de la part de cette vénérable maison, il tente de tirer les leçons de la période de mai-juin 1968. Tout au moins c'est ce que veut démontrer le plan d'action socialiste qui vient d'être publié par son comité directeur.

La critique du système capitaliste contemporain qui occupe toute la première partie du document est effectivement beaucoup plus nette que celle à laquelle la S.F.I.O nous avait habitués depuis les années 50. Manifestement les intellectuels du C.E.R.E.S. (Centre d'Etudes et de Recherches Socialistes) ont fait entendre leur voix et il est à peu près certain que les auteurs du texte ont étudié avec soin... les documents du P.S.U. Qu'on en juge par ces quelques passages : « Au total, sur un fond plus ou moins trompeur d'enrichissement général, le capitalisme moderne assure à quelques-uns la richesse et la puissance en promettant l'aisance à tous ; il entretient la discrimination au niveau des besoins satisfaits tout en multipliant les appétits... ». Et plus loin : « Nous n'inventons pas les luttes de classes quand nous constatons l'ensemble de ces phénomènes : entre le salarié qui vend son travail et demeure exclu des décisions économiques et ceux, capitalistes ou managers, qui le lui achètent et décident en souverains, le conflit demeure fondamental. »

### Des perspectives ambiguës

Sans doute l'analyse n'est-elle pas toujours très rigoureuse et même souvent éclectique (un peu de Marx, quelquefois du Lénine, un zeste de Galbraith ou de Touraine), mais il est indéniable que l'opposition au capitalisme apparaît justifiée moins par des considérations morales que par la mise en lumière de contradictions réelles.

Les choses deviennent déjà plus douteuses lorsqu'on aborde la deuxième partie intitulée : « Pourquoi nous combattons ? ». Si l'on remarque une prise de position très nette en faveur de l'autogestion des entreprises, on reste frappé par l'imprécision de ce qui est dit sur la société de transition vers le socialisme. Il s'agit d'une société d'hommes libres (ce dont il faut se féliciter), mais le document esquisse une question fondamentale, celle de l'Etat oppressif, celle de l'Etat séparé des travailleurs et s'imposant à eux. Le document affirme tout simplement : « Plutôt que de prophétiser inlassablement le dépérissement toujours différé de l'Etat, les socialistes transformeront cet instrument politique de la classe dominante en centre démocratique de coordination et d'impulsion nécessaire à toute société libre et efficace. » Certes, le plan se prononce pour la liberté des partis, des syndicats, mais cela ne suffit pas à garantir la constitution de la classe ouvrière en classe dominante ou à garantir la marche vers la démocratie directe.

On retrouve d'ailleurs le même type d'ambiguïté à propos des rapports entre planification et marché, le plan d'ac-

tion présentant les choses comme si il n'y avait pas opposition entre planification consciente et forces aveugles du marché (voir les difficultés actuelles de la Yougoslavie). On a un peu l'impression que le plan d'action voudrait un socialisme bien tempéré idéal et sans problèmes, c'est-à-dire qui ne choque pas ceux qui ne sont pas encore convaincus de sa nécessité et ne veulent pas encore lutter pour lui. En politique internationale, cette prudence à courte vue est encore plus frappante. Les auteurs reconnaissent en paroles que l'impérialisme est un adversaire à abattre, mais ils précisent tout de suite que les pactes actuels (atlantique, de Varsovie) sont un élément provisoire d'équilibre, par conséquent un élément positif dans l'ordre du monde. Ils ne veulent pas autre chose que la dissolution simultanée des blocs et sont, bien sûr, partisans de l'élargissement de la communauté économique européenne ajoutant seulement que « Si le développement de la construction européenne devait freiner l'évolution vers le socialisme, le parti socialiste ne renoncerait pas à faire prévaloir des solutions socialistes (lesquelles ?) ». Tout cela est vraiment de bonne compagnie.

### Les voies de passage

Mais la partie la plus décevante est la troisième qui entend expliquer comment on doit passer au socialisme. Les auteurs du document disent, il est vrai, que la conquête du pouvoir politique est nécessaire, que l'hypothèse de crises où le recours à la force armée s'avérerait indispensable, ne peut être écartée. Mais une fois faites ces concessions ils en reviennent à la bonne voie bien éprouvée de l'électoratisme. Selon le résumé paru dans la presse, le plan d'action envisage en cas de « vacance du pouvoir légal que les socialistes « agiraient pour présenter au suffrage universel, seule source de droit et d'autorité, un programme de transformation profonde à la mesure de la crise et des revendications populaires. » On peut remarquer également que, pour reprendre la terminologie des auteurs « le concours actif de la majorité des exploités » apparaît précisément comme une contribution à la formation d'une majorité électorale. Tout se passe comme si le suffrage universel était pris dans son contenu et sa forme actuels comme un moyen d'émancipation et même comme le moyen privilégié de l'émancipation. De cette façon les auteurs s'épargnent ainsi la peine de montrer comment on peut mettre fin à l'utilisation par la bourgeoisie des élections apparemment les plus démocratiques.

A partir de tels postulats (le problème est déjà presque résolu) il ne reste évidemment plus qu'à mettre au point les conditions d'un contrat de gouvernement entre les forces politiques et syndicales comportant un certain nombre de réformes de structures (nationalisation du crédit, collectivisation des monopoles), un programme d'urgence pour faire face aux difficultés les plus immédiates et des garanties quant

aux libertés démocratiques (cela vise le P.C.F.). En soi tout cela n'a rien de particulièrement répréhensible et la bonne volonté des auteurs du texte est frappante. Mais on se demande avec quels moyens, ils vont mettre tout cela en pratique (puisque'ils excluent la voie révolutionnaire). Ils nous disent que le parti socialiste a pour vocation essentielle d'être majoritaire, mais tout le monde pourra leur répondre que l'expérience électorale de la S.F.I.O. depuis cinquante ans n'a rien de probant à cet égard (encore moins les avatars du parti socialiste depuis 1969). En outre nous ne croyons pas trahir un secret en affirmant qu'une bonne partie du P.S. se soucie comme d'une guigne du nouveau plan d'action socialiste ou plutôt n'y voit qu'un moyen tout provisoire de redorer un blason qui s'était considérablement démonétisé au fil des ans. L'instrument paraît bien fragile, ne serait-ce que pour tenter une bataille politique réelle en faveur du plan d'action. C'est pourquoi il est à craindre qu'il ne soit guère plus qu'un alibi, un habillage réformiste conséquent pour un parti qui ne sait plus guère où il va.

A cela, les appels de Georges Marchais qui a reconnu dans le plan d'action la même marchandise que dans le manifeste de Champigny du P.C.F. (la démocratie avancée) ne changent pas grand chose. Ou bien le parti socialiste conservera son unité d'organisation de Chandernagor-Defferre à Savary, et en ce cas les ententes avec le P.C.F. n'iront pas très loin (elles ne seront pas non plus exclusives d'ententes avec la droite et le centre) ou bien le parti éclatera et l'on voit mal quel avenir l'aile la plus sincèrement attachée au plan d'action socialiste peut espérer, prise qu'elle sera entre le P.C.F. et une gauche révolutionnaire qui se cherche sans doute, mais n'a aucune raison de s'enfermer dans un jeu électoraliste et légaliste.

## Monseigneur, pardonnez-leur

Solidarité avec Daniel Brohier, insoumis, en prison à Marseille; tel est le but poursuivi par 15 grévistes de la faim lorsqu'ils s'installent le 26 septembre dans la cathédrale de Bordeaux. Notre camarade Laure Lataste, candidate du parti contre Chaban-Schreiber est parmi eux.

Protégés de la police par les murs sacrés, ils ont pu ainsi dénoncer publiquement la répression sans pour autant la subir. Bien sûr, Monseigneur Maziers (archevêque de Bordeaux) n'a pu les approuver mais il n'a pu les livrer à la police. Alors, il les a, au nom de l'Evangile, de la foi, du trouble du culte, priés de s'en aller. Le Christ les aurait-il « priés » de partir ? Voilà une question que ne s'est peut-être pas posée Mgr Mazier.

Les trois grévistes ont quitté l'église, après une conférence de presse. Le résultat a été obtenu. Alerter l'opinion. Allez dans les Eglises : vous y serez à l'abri des flics, mais peut-être pas à l'abri des sermons. La grève de la faim continue dans les locaux de l'U.N.E.F. à Bordeaux.

# Justice de classe pour Fauqueux

Les jurés de la Cour d'Assises de Laon ont été les complices involontaires d'une justice aveugle et répressive : n'importe lesquels d'entre eux auraient pu se trouver à la place de Michel Fauqueux.

Fauqueux était il y a 4 ans un bon ouvrier, amoureux d'une ouvrière de 16 ans, et décidé à « s'en sortir » en montant une petite affaire sans capitaux. Il a volé, pour faire fructifier son affaire, et de vol en vol, le rapt de la petite Duguet, c'était la revanche individuelle sur ce monde capitaliste qui dans la Somme est celui des betteraviers, des brasseurs d'affaires symbolisés par la

puissance milliardaire de la famille Duguet.

Pour réussir dans le monde des affaires, il faut savoir manier le vol légal, la fraude tolérée : en d'autres termes, il faut connaître les règles du jeu. Michel Fauqueux ne les avait pas apprises. Il aura quinze ans de sa vie pour méditer sur les avantages de la nouvelle société ; pour sa jeune femme de 21 ans, Thérèse Lemadre, à peine sortie de l'enfance, avec quatre gosses qu'elle n'élèvera pas, ses 3 ans de prison, ce sera la mort d'une vie.

# La FEN récupère Mai 68

Dans une interview que publie le « Nouvel Observateur » de cette semaine, le secrétaire national de la F.E.N. faisant le bilan négatif de la rentrée universitaire qui s'amorce, constate que le bilan de la « participation » est particulièrement maigre. Il va même jusqu'à se demander si « un nouveau mai » ne serait pas nécessaire...

Si les paroles se gauchissent (ce dont on peut certes se réjouir) la pratique de la F.E.N. ne change pas beaucoup.

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

16 - Les Travailleurs immigrés. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 10-11 - Histoire du P.C.F.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV\*

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

# VIE

## quotidienne

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

### Sortie de secours



Agip

# De la maxi-robe aux maxi-profits

Rémy Grillault

Cette année, nous apprend la presse, la mode féminine sera longue. Mesdames, soyez maxi, insistent les publicitaires. Et les grands magasins, effectivement, ne proposent plus guère que du long.

Quoi, direz-vous, « T.S. » nous parle de « mode », chose futile par excellence ? Vaut-on être pour le mini parce qu'on est révolutionnaire ?

C'est d'une chose bien plus sérieuse qu'il s'agit, car là comme ailleurs, le problème est politique, à un double titre :

• Quand cessera-t-on de vivre dans une société qui considère la femme comme un objet, comme une poupée à qui l'on décide de mettre telle année tels vêtements, telle autre année tels oripeaux, sans que son avis puisse être écouté, ni même donné ?

• La vérité c'est que les couturiers et confectionneurs, devant la baisse de leurs chiffres d'affaires depuis quelques mois, devaient absolument trouver « quelque chose » pour relancer les ventes, et aussi « écouler » les stocks de tissus. On a

trouvé le maxi — ce qui par parenthèses permet d'augmenter les prix de vente de 30 %, lorsque le coût de la matière première augmente de 15 %... Et le grave Roger Priouret (vous vous rappelez, le M. Loyal de Defferre-Mendès à la télé), se lamentait, jeudi dernier à R.T.L., sur le sort difficile des industriels du textile et de la confection, qui, pauvres, ont bien des problèmes, mais à qui heureusement l'attrape-gogos de la mode longue semble devoir réussir. Après quoi, nous disait Priouret en trouvant cela tout à fait normal, dans quelques mois, dans quelques années, il faudra qu'ils laissent tomber cette mode-là, pour en trouver une autre, qui obligera les Françaises à acheter.

C'est clair, notre protestation politique, notre combat contre la société capitaliste doivent, de plus en plus, savoir s'exercer non seulement sur le terrain essentiel de l'aliénation de l'homme au travail, mais aussi sur les conditions concrètes de notre vie quotidienne dans une civilisation où les intérêts privés décident pour nous dans tous les domaines, fut-ce celui de notre vêtement.

# Réunions

• Avec Michel Rocard et Bernard Lambert.

Le projet socialiste et la lutte des classes à la ville et dans les campagnes.

A la Maison Sociale du Mans, le vendredi 16 octobre à 20 h. 45.

• Enseignants, surveillants, lycéens, « administratifs », membres d'A.P.E. des Hauts-de-Seine.

Réunion le jeudi 15 octobre à 17 h. au siège fédéral, 25, rue Traversière à Boulogne-Billancourt.

Ordre du jour : L'intervention politique du P.S.U. dans l'Education nationale avec B. Ravenel du Collectif Enseignement.

# critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numuro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

# La Nouvelle Société passe par la répression

Marc Heurgon

Avec patience et tenacité, le Pouvoir poursuit sa politique de restauration : il vise à colmater la brèche ouverte par le mouvement révolutionnaire de mai 68 dans les positions de la classe dominante et à empêcher le renouvellement d'une pareille épreuve. Assurer et raffermir, sur tous les plans, la domination de l'appareil d'Etat au service du capital, c'est bien là un objectif constant de la bourgeoisie et qui ressortit au caractère permanent de la lutte des classes. Mais la tactique employée peut se modifier au gré des circonstances et depuis 1968, des changements profonds se sont produits dans la pratique politique de la bourgeoisie française.

Les coups de chapeau à la mémoire du général de Gaulle, chez Pompidou, chez Chaban ou chez Servan-Schreiber reprennent la démarche de Louis Philippe, de Thiers et de Guizot, allant jeter aux Invalides les cendres de Napoléon. Il est des mythes qu'il vaut mieux tuer deux fois. Ce qui a été liquidé, en avril 1969, ce n'est pas seulement un vieil homme, derrière lequel on s'était hissé au pouvoir et qui menaçait maintenant de vous entraîner dans sa chute, c'est, à travers de Gaulle, une tradition bonapartiste encore très vivace dans les masses françaises et pas seulement à droite. Celle-ci se fonde sur les techniques plébiscitaires de l'appel direct aux masses et de la suppression des intermédiaires ; elle s'appuie sur le projet illusoire de surmonter l'opposition entre les classes par l'emploi de pulsions affectives comme le culte de la France éternelle et d'un Chef prestigieux, identifiée à Elle. La sanction d'une telle illusion, ce fut précisément l'alerte de mai 1968 et l'immense trouille qui s'est alors emparée de la bourgeoisie : quand elle criait « plus jamais ça », c'est d'abord de Gaulle qu'elle congédiait.

## Retour au classicisme



A.F.P.

Ce que représente Pompidou, c'est, superficiellement bien sûr, l'éternelle aventure de la vipère mordant le sein qui l'a nourri, mais c'est plus profondément une autre tradition française, celle de la droite classique, qui s'avoue comme telle, qui sait apprécier avec réalisme le rapport des forces. Elle cherche en conséquence à unifier derrière elle la classe dominante, par delà les contradictions secondaires de celle-ci. Elle répugne à attaquer de front l'adversaire de classe, mais elle cherche à le diviser et à intégrer à elle ses éléments les moins décidés. Elle vise à reconstituer partout le tissu des interlocuteurs traditionnels, indispensables soupapes capables d'éviter

la surchauffe et les risques d'explosion. Elle veut donner à sa « nouvelle société », non pas l'aspect utopique d'une illusoire communion nationale, mais celui d'une reconnaissance des antagonismes sociaux, de leur libre jeu relatif, des concessions qu'il faut faire à l'adversaire à la seule condition qu'il accepte de cautionner les procédures de règlement imposées, à la condition qu'il ne mette pas en cause la nature de la société elle-même, c'est-à-dire le fondement même de la domination bourgeoise. De Gaulle, c'est tous les six mois une grande crise qui met le régime en cause ; Pompidou, c'est la petite crise permanente pour stabiliser le régime.

Pour atteindre cet objectif, il fallait d'abord liquider le passif gaulliste afin de réconcilier la famille bourgeoise. Finie l'illusion de la pseudo-indépendance extérieure : on rentre dans la grande maison, on va s'excuser auprès de papa Nixon, on admet les frères anglais dans le concert de La Haye, on va aller, ce qui ne gâche rien, rendre visite au cousin Brejnev. A l'intérieur, bras ouverts aux centristes atlantiques et européens ; bienvenue à Poher et à son Sénat ; que Chaban referme ses cartons sur la régionalisation, puisque c'est une simple décentralisation qu'attendent les notables locaux ; et pour convaincre les derniers hésitants, Frey distribue quelques fauteuils municipaux.

## TRIBUNE SOCIALISTE

### Abonnements

6 mois ..... 22 F

1 an ..... 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 58.26.65

## L'opposition institutionnalisée



A.F.P.

Mais il faut bien une opposition, puisque c'est la garantie essentielle de la concertation dans l'ordre. Atatürk en d'autres temps fut obligé de la créer par décret ; ici c'est mieux, elle s'offre. Elle accepte de se reconnaître opposition, c'est-à-dire d'avouer qu'elle ne vise nullement à devenir autre chose, qu'elle n'a aucune perspective de pouvoir. Pour des raisons internationales autant que nationales qu'il n'est pas possible d'analyser ici, le Parti Communiste et la direction de la C.G.T. qu'il contrôle n'aspirent qu'à être reconnus par le Pouvoir comme les grandes forces représentatives de l'opinion ouvrière. A partir du moment où l'on admet

Editions du P.S.U.

# LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

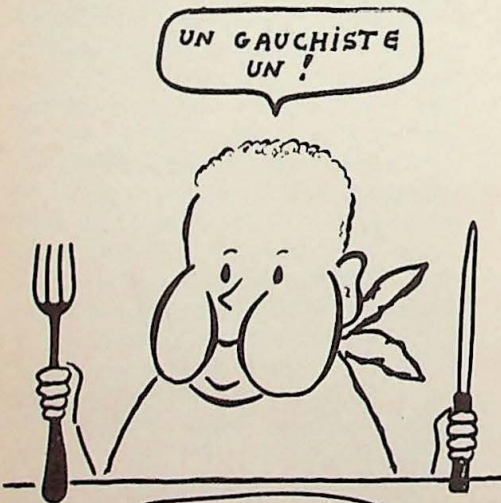
En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15<sup>e</sup>)

C.C.P. 58-26-65 PARIS



qu'il n'y a pas dans ce pays de perspectives révolutionnaires, leur projet est d'ailleurs d'une logique totale et il s'appuie sur des moyens puissants. Depuis mai 68, Pompidou sait bien qu'il peut compter sur eux et tous les accords ultérieurs entre les deux parties n'ont fait que broder sur le cadre général du compromis conclu à Grenelle. Le régime aide le P.C.F. à rétablir son monopole sur la représentation ouvrière, il ne met aucun obstacle à l'affermissement de l'encadrement communiste des masses populaires et par là même il réduit au minimum les risques d'un dangereux débordement. Chaque fois qu'il faudra lâcher les miettes nécessaires pour diminuer la pression populaire, on le fera, sachant bien qu'on peut toujours s'arranger pour récupérer ailleurs les sacrifices consentis. En échange, le P.C.F. s'installe de plus en plus dans le régime, non seulement il en accepte les procédures, non seulement il est prêt à discuter et à signer tous les accords contractuels que l'on veut, mais encore il en redemande et Séguy réclame des négociations comme un enfant gourmand du nougat. Bien sûr, il faut amuser la galerie : il y a pour cela les grèves limitées et sectorisées, les invectives des journaux rivaux, les joutes électorales. Ainsi sur la scène de l'Opéra les chanteurs s'invectivent avec force gestes, avant de se retrouver dans les coulisses pour aller dîner. L'habit de M. Ballanger est toujours prêt pour l'Elysée.

### Une alliance répressive



La tentation est grande cependant de tomber dans un schématisme simplificateur. Ce n'est pas l'idée de négociation qui est en soi condamnable, ni même l'éventualité d'accords limités ou de compromis nécessaires à un moment donné. Tout dépend du rôle que l'on donne à la négociation dans une perspective générale qui ne peut être que politique. Ce qui est grave, c'est que la discussion avec le Pouvoir ne vient pas sanctionner un palier dans la montée des luttes ; elle ne prépare pas leur élargissement. A partir du moment où l'hypothèse d'une rupture est exclue, où le passage à une forme plus radicale d'affrontement est contraire à toute la ligne politique

du P.C.F., l'acceptation du cadre bourgeois de négociation devient non plus un moyen, mais un but. On négocie pour négocier. De même il a toujours été reconnu évident dans le mouvement ouvrier que la poussée des masses populaires et la mobilisation de celles-ci étaient les seules garanties véritables contre un enlèvement dans les procédures de négociation avec le pouvoir bourgeois. Il est logique que le P.C.F. voulant, toujours en fonction de son projet politique, éviter tout risque de débordement, soit conduit à doubler son encadrement de la classe ouvrière d'une répression à l'égard de tous ceux qui refusent cet encadrement parce qu'ils refusent ce projet politique. A ce niveau l'accord entre le P.C.F. et le régime franchit un degré de plus : il devient une alliance répressive entre partenaires qui ont le même adversaire. Le Parti Communiste devient ainsi un auxiliaire de la répression bourgeoise.

Du même coup apparaît la fausseté des analyses de certains groupes gauchistes qui condamnent dans son ensemble le syndicalisme comme intégré à l'ordre bourgeois et qui mettent sur le même plan par exemple l'attitude de la C.G.T. ou celle de la C.F.D.T. Dans le premier cas l'attitude de la Centrale n'est que la traduction dans le domaine social d'un projet politique qui lui est extérieur ; dans le second cas, les compromissions de certains courants de la C.F.D.T., les concessions faites à la politique contractuelle, marquent au contraire l'absence de tout projet politique cohérent propre à cette centrale, ou si l'on préfère — mais cela revient au même — l'incapacité des organisations révolutionnaires à proposer aux militants syndicaux un projet politique d'ensemble que ces derniers ne peuvent élaborer seuls. C'est pourquoi toute attitude qui consiste, au nom d'anathèmes sommaires, à opposer aux défenseurs de la société bourgeoise, le seul noyau des révolutionnaires conscients, expose celui-ci aux plus graves dangers.

### Répression-Participation

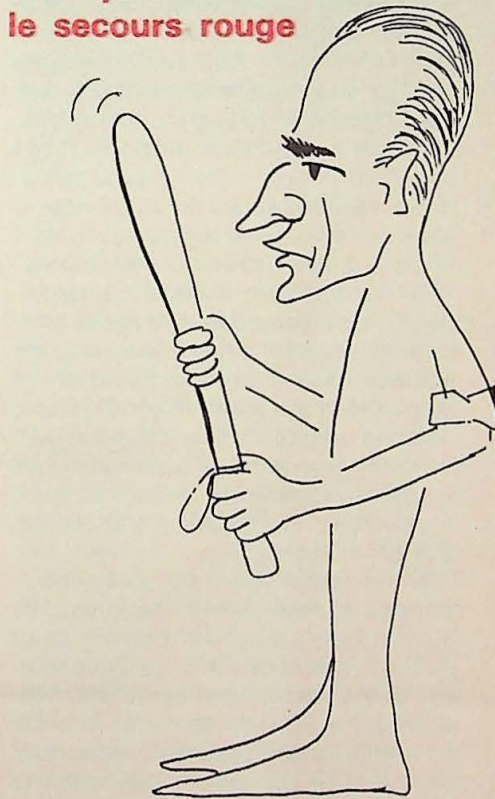


A.D.N.P.

La politique du régime comporte en effet un troisième volet : après avoir ressoudé les rangs de la bourgeoisie, après avoir tenté par la politique de participation et de négociation contractuelle et par

son accord conflictuel avec le Parti Communiste d'imposer à tous un consensus général dans la société établie, il lui faut encore briser les forces qui s'opposent à la restauration de l'ordre bourgeois. La répression est donc le complément essentiel de la participation : c'est un autre volet du système de restauration capitaliste. Elle est réservée à ceux qui n'acceptent pas de s'inscrire dans le cadre du système et qui en récusent les règles. Pour ceux-là, pas de quartier : le régime estime qu'ils sont maintenant assez isolés du gros de l'opinion, assez coupés de la gauche officielle, assez divisés entre eux pour qu'il soit possible de les écraser. La répression à l'égard des « gauchistes » répond à une autre nécessité : certes, ceux-ci sont faibles, et cependant ils existent. Ce seul fait est une menace pour le régime, dans la mesure où il constitue un moyen de pression sur les appareils syndicaux et, singulièrement, sur le Parti Communiste. L'éventualité d'un débordement du P.C.F. sous la pression des masses populaires a toujours été la hantise des gaullistes ; ils ont eu peur à la fin mai 1968 que le P.C.F. soit contraint de modifier sa ligne politique pour conserver le contrôle de ses troupes. Là encore, le Pouvoir et le P.C.F. ont partie liée : l'élimination des groupes révolutionnaires est bien leur objectif commun.

### Pourquoi le secours rouge



De cette complicité, le ballet de la loi anti-casseurs a donné en mai dernier un excellent exemple. Car le gouvernement n'avait nullement besoin d'ajouter cette arme à son arsenal répressif ; il ne s'en est pas servi depuis dans ses poursuites contre les « gauchistes ». Mais d'une part, il donnait à bon compte satisfaction à son aile la plus fascisante, d'autre part en faisant porter l'offensive sur la défense des biens matériels menacés par les

« casseurs » il savait pouvoir rallier la grande masse de l'opinion sensible à la crainte du désordre ; surtout il voulait donner la consécration de la loi bourgeoise à cette exclusion de la société des seuls trouble-fête qui ne respectent pas le consensus général. Pour l'opposition officielle et notamment le Parti Communiste, la bataille engagée contre la loi était évidemment de pure forme : personne ne croyait que les organisations syndicales ou les formations politiques respectables puissent être visées ; il s'agissait donc d'un combat alibi, moyen de se dédouaner par rapport à une base inquiète, de se compter dans quelques manifestations universitaires, sans risquer de mettre le Pouvoir en difficulté. La loi une fois votée, le mouvement protestataire s'arrêta net et il ne fut pas un instant question dans ce singulier cartel auquel la loi avait donné naissance de chercher réellement les moyens de défendre ceux que frappait la répression.

C'est évidemment sur d'autres bases et avec d'autres moyens que doit s'organiser la lutte contre la répression, dans la mesure où celle-ci est un des aspects importants de la lutte contre l'affermissement des structures capitalistes. La dissolution de la « Gauche Proletarienne » et les poursuites systématiques organisées contre ses militants ; la naissance d'une structure unitaire, soutenue par l'ensemble des groupes révolutionnaires et s'inscrivant dans la tradition de la solidarité prolétarienne du premier « Secours Rouge » (1), voilà deux phénomènes importants qui permettent de poser sous un jour nouveau le problème de la lutte révolutionnaire contre la répression capitaliste. Engager le débat à ce sujet sera l'objet d'un prochain article.

(1) Organisation fondée par la III<sup>e</sup> Internationale au début des années 20 pour lutter contre toutes les formes de répression.

## Charlot lit-il l'Humanité ?

L'avocat général Charlot fait condamner deux gauchistes à 6 mois de prison (pour délit d'opinion) et, s'étonnant de les voir récuser le jugement de cette justice particulière qu'est la Cour de Sécurité de l'Etat, il les traite sans rire, de « petits bourgeois » ! Quelle injure magnifique dans la bouche d'un tel homme !

Pour Charlot, un révolutionnaire est sans doute quelqu'un qui lit « L'Humanité » au coin du feu... et qui rêve à la nouvelle société de Chaban-Delmas !

## Troisième semaine chez Cornac

Au moment où cet article est écrit, les travailleurs de Cornac en sont à leur douzième jour de grève. Les grévistes sont toujours aussi combatifs et leur grève est populaire. Les fonds de solidarité commencent à affluer en abondance au comité de grève. Mercredi 30 septembre, à la Bourse du Travail, les ouvriers ont donné, comme ils le font régulièrement, leur sang au centre de transfusion sanguine : quatre-vingts métallos avaient répondu à l'appel, certains avec leurs épouses. Vendredi soir, bal de soutien sous la halle : de nombreux jeunes ont participé. **La grève est toujours aussi forte**, sans qu'il y ait besoin de piquets de grève, et les grévistes sont toujours unis face à la direction. Les travailleurs comprennent mieux, par cette grève, qu'ils sont surexploités par les grosses entreprises par le biais des filiales ou des sous-traitants (les salaires de Cornac sont de 40 % inférieurs à ceux de Renault-Région parisienne). Ils savent que les métallos de Cornac mènent, dans une région défavorisée, une lutte dont tous les travailleurs et une forte majorité de la population profiteront.

Sur le plan politique, à la suite de son action de pointe de jeudi 23 septembre, la section P.S.U. de Castres a poursuivi son travail de soutien et d'explication. Elle a fait, le 30 septembre, un deuxième versement de 250 nouveaux francs au comité de grève. Un conseil fédéral extraordinaire P.S.U., réuni le 26 septembre, appelait toutes les sections du département à être solidaires. Le parti communiste a provoqué une réunion des partis de gauche. Se sont retrouvés, le 30 septembre, au siège du parti socialiste : le P.S.U., le Parti socialiste, la Convention et le P.C. Les radicaux, également convoqués, ne s'étaient pas déplacés. Les quatre organisations présentes ont rédigé un appel commun. Les représentants du P.S.U. contribuaient, pour leur part, à donner à ce texte toute la clarté nécessaire, faisant inclure la phrase : « Les travailleurs découvrent la réalité de la nouvelle société que le pouvoir leur propose et sur laquelle ils ne se font pas plus d'illusion que sur les fausses alternatives de type néocapitaliste. »

Le Parti radical, contacté le lendemain en la personne de Lucien Coudert, maire de Castres, refu-

sait de signer le texte, révélant, une fois de plus, sa véritable nature. On en est, pour le moment, au point mort. La section locale du P.S.U. souhaite que les quatre organisations d'accord mercredi soir ne se déjugent pas. Mais, vendredi 2 octobre, paraissait, dans la page départementale de la « Dépêche du Midi », un communiqué de la F.G.D.S. du Tarn intitulé « Un front uni » informant qu'un accord avait été réalisé sur le plan municipal par le Parti socialiste, les Radicaux et la Convention sur la base d'un programme commun de développement des collectivités locales et de défense des libertés communales contre le pouvoir gaulliste. L'attitude des socialistes sera suivie avec intérêt, ainsi que celle des communistes. **Le P.S.U., refusant tout opportunisme**, est prêt à signer au plan local le texte sur lequel un accord était intervenu mercredi soir. Il est prêt à le signer à quatre, à trois ou à deux avec le Parti communiste. La section P.S.U. fera, de toute façon, son travail d'explication pour mettre les travailleurs de chez Cornac et la population castraise à même de juger. Nous tiendrons les lecteurs de « Tribune socialiste » au courant. □

## Qui a tué Albert Lefort ?

Argentré-du-Plessis, 3 000 habitants, entre Rennes et Laval. Maire : Mme la Marquise d'Argentré, 75 ans, qui a succédé à son mari. Bien que la région soit essentiellement rurale et agricole, des industries se sont développées dans la commune, à partir d'artisans locaux dynamiques, et « font vivre », à Argentré, environ 900 ouvriers (dont une dizaine de syndiqués). La classe des nouveaux maîtres supplante celle des anciens nobles dans une société dont la mentalité reste à moitié féodale. Les patrons tiennent bien en main non seulement « leurs » ouvriers, mais toute la population grâce à leurs « œuvres » (H.L.M., patronage, C.E.G. « libre »).

C'est dans une de ces entreprises, la menuiserie Pasquet, 100 ouvriers — dont le patron avait publiquement déclaré qu'il ne voulait pas entendre parler de syndicat « chez lui » (« en tout cas pas de syndicat lié à l'extérieur, et surtout pas de C.F.D.T. ») — qu'éclate le drame.

### Pour des cheveux...

Le 21 septembre, Pasquet met à pied quatre jeunes ouvriers, pour un seul motif : cheveux longs — au début, il prétextera qu'il s'agit d'une question de sécurité, puis reconnaîtra qu'il s'agit uniquement, pour lui, de faire respecter son autorité. D'ailleurs, le patronat de la région développe en ce moment une campagne concertée contre la « pègre des cheveux longs ».

Un des quatre, Albert Lefort, 18 ans, est obligé par ses parents,

sur lesquels le patron avait fait pression, à aller chez le coiffeur le jeudi 24 au matin. L'après-midi, dans la cour de l'usine, il se sacrifie par le feu. Il meurt dans la nuit, après avoir pu dire à ses camarades qu'il ne regrettait pas son geste et que, face à une telle oppression, c'était la seule solution.

Pour se rendre à l'enterrement, le lundi 28, Pasquet désigne six ouvriers pour représenter l'usine. Cependant, face à l'indignation générale, il doit fermer son usine ce jour-là, et une dizaine d'ouvriers en plus s'y rendent, ce qui, compte tenu de l'interdiction de Pasquet et de la peur qui règne dans l'usine, représente déjà un grand effort et le début d'un changement dans les mentalités.

### Le mur du silence

Pour le groupe des militants syndicalistes progressistes (paysans, enseignants, étudiants et ouvriers) qui avait pris l'habitude de se réunir depuis quelque temps à Argentré (ce qui leur a permis de réagir rapidement à l'événement), une double tâche s'imposait :

— Briser le mur du silence élevé autour de cet événement par la bourgeoisie et sa presse (« Ouest-France » y consacrait sept lignes, en tout, vendredi ; la télé faisait croire à un accident du travail), et dénoncer le caractère de classe de cette presse.

— Aider les trois jeunes ouvriers renvoyés et imposer leur retour à l'usine, ceci en contribuant à l'organisation des travailleurs de

l'entreprise et des autres d'Argentré (chez Pasquet, il y avait, en tout, un syndiqué, C.F.D.T., et le patron profitait de cette situation, désignant lui-même les ouvriers qui devaient discuter avec lui).

Un tract a été tiré à Argentré (c'était le premier qu'on y voyait !), très modéré, exigeant le respect des droits syndicaux et la réintégration des trois ouvriers, et distribué dans toutes les boîtes aux lettres. Il a été très bien accueilli, ainsi que les affiches, et semble avoir eu un très grand impact. Pendant le même temps, des distributions très importantes étaient faites à Rennes par les militants de la C.F.D.T. et du P.S.U., en particulier à la sortie des entreprises (le tract du P.S.U. était intitulé « Qui l'a tué ? »).

Quelle est la situation, maintenant, à Argentré ? Le patron refuse de céder, soutenu, par derrière, par tout l'appareil du Centre démocrate, très influent dans la région. Sa position est encore fortifiée par le fait qu'il a surtout, en face de lui, des agriculteurs, les ouvriers ayant peur et ne voulant pas se mouiller. D'autre part, on a vu traîner ces temps-ci, dans les rues d'Argentré, des journaux de la C.F.T....

La lutte est donc difficile, mais, devant une telle situation, chacun doit choisir son camp, et le groupe des militants révolutionnaires d'Argentré s'élargit. Les « modérés » se posent des questions.

Et que se serait-il passé si le groupe de militants n'avait pas existé et pu réagir rapidement ?

# luttons ouvrières

## La lettre de la CGT...

Le Bureau de l'Union Départementale C.G.T. de l'Isère réuni le 30 septembre 1970, informé des agissements et attaques de votre Parti contre notre Organisation, suite à la grève qui vient de se dérouler à l'entreprise Caterpillar, tient à élever une vigoureuse protestation et à vous marquer son étonnement de l'attitude d'un Parti qui se veut de gauche et qui prétend vouloir aider les travailleurs dans leur lutte contre leurs exploités.

tous les partis de gauche pour la réalisation de certains objectifs démocratiques sans abdiquer quoi que ce soit de son indépendance et qu'elle ne saurait en particulier tolérer l'ingérence des partis politiques dans sa propre activité.

## Caterpillar (suite)

Est-ce aider les travailleurs que d'insulter la plus puissante organisation syndicale, celle à qui plus de 70 % des travailleurs font confiance pour défendre leurs intérêts !

Est-ce aider les travailleurs que de les appeler à se détourner des organisations syndicales pour les grouper autour de soi-disant « militants révolutionnaires » irresponsables, et dont le seul but est d'entraîner les travailleurs vers des actions aventurières, non point pour la défense de leurs revendications, mais pour la satisfaction de buts politiques personnels.

Le Bureau de l'U.D.-C.G.T. tient à souligner que votre comportement personnel est d'autant plus inadmissible que tout comme vous-même beaucoup d'autres travailleurs adhérents au P.S.U. et membres de la C.G.T. s'y comportent en militants responsables et respectueux de ses statuts.

Or comme eux, vous avez adhéré à la C.G.T. librement, en toute connaissance de cause, acceptant par là même ses statuts et ses principes **d'organisation syndicale démocratique, de masse et de classe indépendante des partis politiques et du gouvernement.**

Nous vous rappelons que tout en réaffirmant ces principes notre dernier congrès confédéral a précisé dans quelles conditions la C.G.T. était prête à discuter avec

La Fédération de l'Isère du P.S.U. peut être ou ne pas être d'accord avec ses principes, c'est son affaire, et les militants du P.S.U. comme ceux de tant d'autres partis, peuvent hors de la C.G.T., professer l'idéologie, la philosophie ou les croyances de leur choix. Par contre, nous riposterons à toute attaque contre la C.G.T. d'où qu'elle vienne.

En ce qui concerne votre propre comportement nous tenons à vous souligner la contradiction qui est en vous et qui vous conduit à approuver la C.G.T. en tant que militant de la C.G.T. et à l'attaquer en tant que militant du P.S.U. — En poursuivant de tels agissements, et pour rester honnête avec vous-même, vous vous placerez inéluctablement devant un choix à faire.

Nous pensons donc que dans l'intérêt même du mouvement ouvrier que vous prétendez défendre, vous ferez en sorte que cessent de telles attaques qui ne peuvent que retarder la réalisation du front uni de la classe ouvrière, dans lequel la C.G.T. n'aura que sa place, mais toute sa place, mais sans laquelle par contre, rien de véritablement « révolutionnaire » ne peut être envisagé.

Enfin et pour terminer, nous tenons à vous dire qu'en tout état de cause, les syndiqués de la C.G.T. ne sauraient tolérer indéfiniment dans leur sein des éléments qui de l'intérieur veulent porter des coups à leur organisation.

La semaine dernière, dans « Tribune Socialiste », le Secrétaire fédéral P.S.U. de l'Isère, Georges Boulloud, rendait compte du déroulement de la grève de huit jours aux usines de Caterpillar, à Grenoble.

Compte rendu critique, d'un militant de la C.G.T., déplorant le rôle de frein joué par cette centrale syndicale. En effet, en faisant stopper l'occupation de l'usine qui empêchait la livraison d'une commande importante, en opposant la lutte « légale » — en fait, la négociation — à la lutte « aventuriste » sur le terrain, la C.G.T. a fait échouer la grève. Les travailleurs démobilisés, la direction de Caterpillar a pu licencier cinq « meneurs » : deux délégués syndicaux et trois militants politiques.

L'article de Georges Boulloud n'a pas plu au Secrétaire général de l'U.D.-C.G.T., Pierre Lami, qui exprime son désaccord en termes presque menaçants.

Nos lecteurs jugeront sur pièces.

## ... et la réponse du PSU

viendrait de répondre ; nous rejetons l'affirmation selon laquelle, chaque fois qu'un désaccord apparaît avec la direction de la C.G.T. sur un point précis, les militants se mettent en dehors de l'organisation.

Le renforcement de la C.G.T. comme organisation de masse et de classe ne passe pas seulement par le respect de la discipline, mais par la possibilité pour les militants de débattre des propositions : cela signifie que Georges Boulloud puisse formuler les siennes tout en respectant la discipline de l'organisation comme il l'a toujours fait. A cet égard, et sur Caterpillar, nous réaffirmons nos positions car le problème se reposera. La contradiction n'est pas chez tel militant, mais entre la stratégie du P.C.F. et celle du P.S.U., contradiction qui s'est manifestée au cours du conflit lui-même. Il fallait choisir entre la dénonciation des militants révolutionnaires et la cessation de l'occupation d'une part, et la possibilité de faire réellement pression sur le patronat en continuant à bloquer l'expédition du matériel, d'autre part.

Ces choix réapparaîtront et les organisations syndicales auront à se prononcer sur des situations semblables. Les formes de lutte choisies sur le terrain de la production font référence à des stratégies. C'est pour cela que, si la confrontation doit s'instaurer, il nous semble qu'elle doit dépasser la discussion de « certains objectifs démocratiques » pour porter sur la manière de mener la lutte des classes ; ce qui permettra dans l'ensemble du mouvement ouvrier de débattre sur la stratégie révolutionnaire.



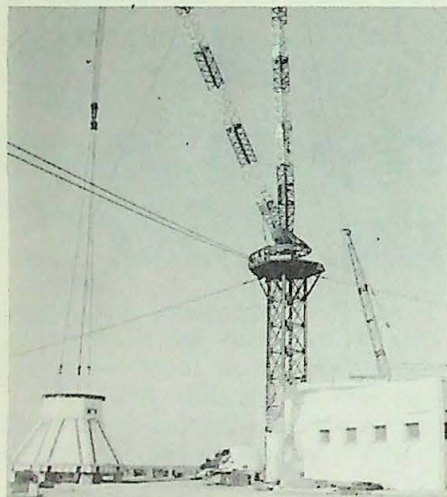
### ● Travailleurs immigrés

Les travailleurs Nord-Africains de l'usine Idéal-Standard d'Argenteuil ont mené une grève de plus de trois semaines pour dénoncer les écarts entre leurs salaires et ceux des autres travailleurs. Pour un travail identique cette différence atteint 2 à 3 F par heure.



### ● Grands magasins

Aux Nouvelles Galeries de Saint-Etienne, pour la septième fois en trois semaines, les employés ont arrêté le travail. Ils demandent une augmentation uniforme des salaires et non pas en pourcentage ainsi que le propose la direction.



### ● Télécommunications

Le personnel de l'usine Télécommunications Radio-Electriques et Téléphoniques s'est mis en grève le 30 septembre. La réduction des horaires, l'augmentation des bas salaires et la mensualisation sont les trois revendications mises en avant.

Un peu partout à travers le pays des conflits éclatent dans les entreprises les plus diverses. Dans les revendications, c'est en premier lieu les salaires, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, que les travailleurs mettent en avant. Cela s'explique compte tenu de la rapidité avec laquelle les prix ont augmenté au cours des derniers mois, compte tenu aussi qu'au moment de la rentrée les bourses des ouvriers sont plutôt plates (vacances, rentrée scolaire, impôts, loyer, etc.).

Dans ces conditions on peut se demander pourquoi les organisations syndicales n'arrivent pas à organiser le mécontentement des travailleurs en leur proposant des objectifs de lutte clairs et efficaces ? L'action de la C.G.T. sur la fiscalité ne paraît pas recueillir l'enthousiasme, et la journée prévue pour le 20 octobre ne mobilise pas grand monde pour l'instant. Les travailleurs croient-ils encore à des actions de ce genre, soi-disant de grande envergure ? Le demi-échec des journées d'action du personnel hospitalier devrait faire réfléchir les organisateurs des futurs mouvements.

Il semble bien que de plus en plus c'est au niveau de chaque entreprise que se détermine l'action à mener, que c'est là que les véritables décisions doivent se prendre. Certains l'ont compris. C'est ainsi qu'un grand mouvement se dessine dans les grands magasins, mais il se joue au coup par coup. Sans aucun lien apparent les uns avec les autres des grèves, des débrayages, des manifestations se déroulent à travers la France. Mais ce n'est pas par hasard que tout cela se passe en même temps. Voilà une lutte bien menée et qui recueille l'assentiment unanime des travailleurs.

Mais il est évident que tout le monde n'a pas encore compris cela. Lorsque des responsables de la C.G.T. déclarent à la sortie du C.N.P.F. « on discute seulement de la façon dont pourraient s'ouvrir les discussions » (Le Monde), les travailleurs en lutte sont en droit de demander quel jeu pratiquent les syndicats. Que faut-il donc qu'ils fassent pour faire comprendre que la seule façon de mener de bonnes discussions est d'avoir pour soi le rapport des forces ?

# Sur le front des luttes

### ● Thomson C.S.F.

Pour l'obtention d'un salaire minimum mensuel de 1.000 F pour 40 heures par semaine, les travailleurs de l'usine Thomson-C.S.F. de Thonon ont entamé une grève tournante qui perturbe sérieusement la production de l'usine.



### ● CNES Brétigny

63 % du personnel du Centre National d'Etudes Spatiales de Brétigny a, dans un vote à bulletin secret, décidé d'une grève pour obtenir une augmentation de la masse salariale de 10 %. Selon les grévistes la répartition de cette somme devrait se faire ainsi : 3 % hiérarchisés, 3 % non hiérarchisés, 4 % pour la majoration des salaires les plus bas.

La conséquence immédiate de cette grève pour le pouvoir est le retard possible dans les lancements des satellites Peole et Stret prévus dans les prochains mois.

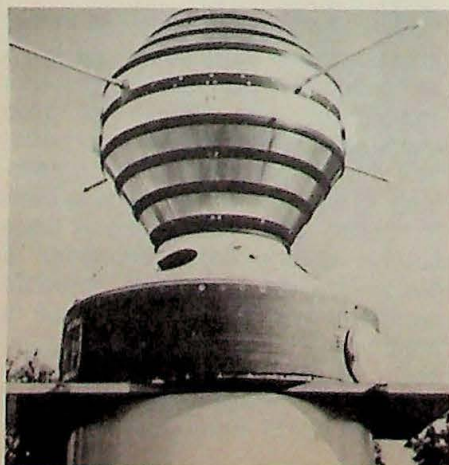
### ● Répression

Michel Certano délégué du personnel C.G.T. chez Renault, a été mis à pied pour avoir organisé une réunion du personnel dans l'enceinte de l'usine. Renault, l'entreprise française la plus « sociale » semble avoir oublié la loi de 1968 sur le droit syndical.



### ● Dans les hôpitaux

Les deux journées d'action du personnel hospitalier, lancées par la C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., n'ont finalement obtenu qu'un succès mitigé. Si dans certains endroits les arrêts de travail ont été suivis par 90 % du personnel, ailleurs 10 % seulement ont suivi les consignes syndicales. Dans la majorité des cas on s'est contenté de rédiger des pétitions et d'organiser des délégations.





## Le théâtre en octobre

D.R.

# On achève bien les chevaux

Pierre Gautier

C'est l'exemple du bon film américain. L'histoire inspirée d'un roman noir des années 30 est brutale. Des chômeurs, des hommes et des femmes que la crise économique de 1929 a transformés en épaves sont poussés par des entrepreneurs de spectacles sans scrupules à se faire les pantins d'un marathon de la danse, sorte d'épreuve d'endurance parfaitement inhumaine qui dure des centaines d'heures. Pour un prix hypothétique de 1.500 dollars ou simplement pour les pièces de monnaie que leur jettent des spectateurs plus ou moins apitoyés ou goguenards, les couples de danseurs à la limite de l'épuisement se trémoussent grotesquement, chantent, font la course entre eux, pour éviter d'être éliminés par

des victimes, mais des victimes qui restent des êtres humains. L'héroïne principale du film (jouée par Jane Fonda), figurante de cinéma en chômage reste sans doute marquée par la religion américaine du succès. Elle veut gagner à tout prix, surtout pour ne pas être perdante encore une fois, mais on la sent profondément révoltée, incapable d'accepter les rapports humains qu'instaurent les puissants, les riches. Son cynisme n'est qu'une façade, une sorte de protection dérisoire contre son propre désespoir.

De cette façon, le film devient une allégorie, une représentation symbolique des mutilations que la société capitaliste impose aux individus, des divisions qu'elle introduit entre les faibles et ceux qui le sont un peu

En province

# luttons culturelles

A Caen (\*), du 5 au 20,  
Bérénice, de Racine (Mise en scène : R. Planchon)

A trente-neuf ans, Planchon est notre plus grand metteur en scène français, et celui qui éprouve le plus profondément le sentiment d'une coupure pratiquée dans la société par la culture. Pionnier de l'action culturelle, il a parlé dans les usines dès 1957, parce que cette coupure, qui l'isolait de son milieu d'origine, lui faisait horreur. Juché sur une table de cantine : « Vous n'allez jamais au théâtre » s'écriait-il. Comment voulez-vous y comprendre quelque chose ? Imaginez votre réaction si, n'ayant jamais entendu parler de football,

vous voyiez pour la première fois 22 abrutis taper sur une boule de cuir ! »

Parallèlement, au théâtre, il décape les œuvres du sédimant culturel qu'universitaires et théoriciens ont plaqué sur elles, et propose une lecture première. Ainsi de *Bérénice*, tragédie des amours mortelles qui, sous un nouvel éclairage, apparaît aussi comme une pièce politique : parce que Titus aime moins la reine de Césarée, ou, plus exactement, parce que son esprit s'est détaché avant son corps, il commence à sentir de quel poids

sera pour son union la haine de Rome. Les scènes où Titus (Samy Frey) et Paulin (André Cellier) étayent sur la mauvaise foi l'un de l'autre — et sur leur connivence secrète — leur désir de sortir d'une situation difficile, alternent avec celles où Bérénice (Francine Bergé), amante aux abois, se transforme quand elle est au bout de tous les mensonges sur Titus et sur elle, en une reine lucide. Un spectacle d'une rare beauté.

(\*) Renseignements : Comédie de Caen, 120, rue Saint-Pierre. 81-96-16.

des meneurs de jeu impitoyables. Pour beaucoup d'entre eux c'est la pire des déchéances. Certains renonceront avant la fin, plusieurs y laisseront leur vie.

Pourtant le film ne se complait pas dans l'horreur ou la décrépitude des danseurs. Sa brutalité n'exclut pas une attention soutenue pour ses pauvres héros. Ce sont sans doute

moins. La conclusion est apparemment désespérée. L'héroïne qui en a assez de la vie demande à son partenaire de la tuer parce qu'elle-même n'en a pas le courage. Mais il est clair qu'on ne peut pas achever tous les exploités comme on achève des chevaux. Même si le film n'incite pas directement à la lutte, il n'invite pas à la résignation.

## Les dociles de l'écran

Gilbert Hercet

Cela se passait le vendredi 2 octobre, sur la deuxième chaîne. Au programme des « dossiers de l'écran », ce soir-là, après un médiocre navet intitulé « Le Président » : un débat sur le fonctionnement de l'appareil politique en France. Le sujet n'était ni mince ni d'un faible intérêt. Mais qui invitait-on pour en traiter ? 2 hommes politiques : Georges Bonnet (pour représenter la III<sup>e</sup> République) et Alain Peyrefitte (pour la V<sup>e</sup>)... Deux secrétaires généraux des assemblées parlementaires, dont l'un, François Goguel est par ailleurs chargé de l'édition des « Discours et messages » du général de Gaulle. Et trois journalistes, représentant « Le Monde », « Paris-Match » et « L'Aurore ». Et le tour est joué : voilà un débat équilibré, n'est-ce pas puisque presque toutes les fractions de la bourgeoisie sont représentées ! Que dites-vous ? Les autres, les communistes, les so-

ciaux démocrates, les contestataires, les gauchistes ? Et puis quoi encore ? Ces gens-là seraient bien incapables de parler du « fonctionnement de l'appareil politique en France » sans employer des mots incongrus ; le carré blanc n'y suffirait plus. Non, non, c'est beaucoup plus convenable comme ça : Alain Peyrefitte qui fut le ministre de l'Éducation nationale de mai 1968 parle de la grandeur du régime ; et Georges Bonnet, qui fut l'artisan de la capitulation de Munich devant Hitler en 38, non seulement n'est pas mort, non seulement était encore député en 1967 (ah les braves électeurs...) mais vient crânement à la télé répondre aux questions des téléspectateurs sur... les rapports entre morale et politique ! Encore une fois, mieux vaut sans doute qu'ils aient été entre eux, à l'office (de radiotélé française), pour parler cuisine (parlementaire). □

## Dans les salles parisiennes

Outre Jeux de Massacre,  
de Ionesco (Mise en scène : Jorge Lavelli)

Danse macabre et opéra de la mort. Lavelli dans toute sa force.

Au Théâtre de Paris (\*),

Hadrien VII,

d'après le roman semi-autobiographique de F. Rolfe

(mise en scène : Raymond Rouleau)

Peut être vu pour cet élan qui a porté l'écriture et que les différentes adaptations et édulcorations, qui s'interposent entre lui et nous, n'ont pas réussi à étouffer.

Frederick Rolfe, ancien séminariste à qui les ordres furent refusés, ulcéré par la lâcheté et l'égoïsme qu'il découvre partout autour de lui dans la très conformiste société victorienne et surtout dans l'Église, imagine qu'il est élu pape et que son élévation lui permet de faire éclater le mensonge social. L'œuvre sombrerait complètement dans le pittoresque (celui de la chambre pauvre sur qui règne l'atmosphère tamisée chère à Rouleau, et pittoresque du Sacré Collège) si Claude Rich ne défendait avec tout son talent cette voix de jadis.

(\*) 15, rue Blanche, 874-10-75.

# luttones internationales

« T.S. » n° 464 dans un article intitulé « Chili : les problèmes d'une victoire », analysait la situation chilienne au lendemain de la victoire électorale d'Allende, sur les limites du programme de l'Union populaire mais aussi sur les chances nouvelles ouvertes à la lutte des classes au Chili.

A titre d'information et de document, « T.S. » présente cette semaine à ses lecteurs un entretien avec Joan E. Garcès, collaborateur personnel d'Allende, qui témoigne de la situation de l'Union populaire à quelques semaines de la ratification par le Parlement chilien de l'élection présidentielle.

## “ Le peuple chilien ne se laissera pas frustrer de sa victoire ”

nous déclare Joan E. Garcès

**T.S. — Allende, le candidat de l'Union populaire, vient de remporter la victoire aux élections présidentielles. Que représente son parti, le Parti socialiste chilien ? Peut-on le situer « à la gauche du P.C. » ?**

**J.E.G. —** Contrairement à la démocratie chrétienne, le Parti socialiste chilien se réfère explicitement à l'analyse marxiste et entend conduire une stratégie de lutte des classes. Il est d'ailleurs fortement implanté dans le prolétariat urbain : les ouvriers sont majoritaires dans le Parti. Allende s'est déjà, à plusieurs reprises, opposé aux candidats de l'oligarchie ou de la bourgeoisie. Il s'est notamment porté candidat aux élections présidentielles de 1957, 1958 et 1964 (Front d'Action populaire).

Cela dit, le Parti socialiste chilien est encore très hétérogène dans sa base sociale et dans sa ligne politique. En un sens, l'ensemble des débats stratégiques qui sont ouverts au sein de la gauche révolutionnaire latino-américaine le traverse : on trouve encore, en son sein, des partisans de la voie pacifique, purement électorale et institutionnelle. Beaucoup pensent, en revanche, que la lutte armée doit être sérieusement envisagée au cas où l'expérience Allende échouerait. Certains secteurs du Parti ont même pris contact avec le M.I.R. (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Dans l'ensemble, les membres du P.S.C. se refusent plutôt à une approche dogmatique des problèmes stratégiques et préfèrent conserver une attitude assez pragmatique, permettant d'utiliser, selon le rapport de force, toutes les possibilités de lutte légale ou armée.

**T.S. — Les menaces d'une intervention de droite contre le nouveau régime donnent-elles lieu à discussion au sein de la coalition de l'Union populaire ?**

**J.E.G. —** Cette éventualité n'est pas, pour l'instant, considérée comme la plus probable. Mais l'organisation du mouvement et son audience populaire permettrait sans doute d'y faire face efficacement.

Nous sommes décidés, s'il le faut, à nous battre classe contre classe. Des comités de base ont été créés, des comités de défense de la victoire dans lesquels nos partisans se sont tous engagés. Sur cette base, nous entendons défendre la victoire populaire en mobilisant largement les masses : grève générale, occupation des entreprises, occupation des terres...

Les forces de droite connaissent cette capacité de riposte et la redoutent. D'autre part, il subsiste, au Chili plus qu'ailleurs en Amérique Latine, une certaine « tradition démocratique » au sein de l'armée. Cela rend assez improbable une intervention putschiste fomentée par la droite.



A.F.P.

**T.S. — En admettant que l'élection d'Allende soit confirmée par le Parlement, que fera-t-il contre le sabotage économique ?**

**J.E.G. —** Le gouvernement Frei a déjà pris des mesures contre les premières menaces de sabotage ou de boycottage économiques et y a associé les représentants de l'Union populaire. Mais le vrai problème se posera après le 4 novembre, lorsque nous devrons mettre en œuvre les éléments essentiels du programme de l'Union populaire. Il nous faudra faire très vite, en quelques semaines, pour nationaliser les banques, le commerce extérieur, les grandes entreprises et établir le contrôle ouvrier (conseil d'entreprises). Nous avons besoin d'arriver et de nous maintenir au gouvernement pour imposer ces transformations. Pour cela, nous devons changer la constitution par les voies légales : nous aurons recours au référendum si le Parlement nous refuse la réforme nécessaire.

**T.S. — Quelles sont les caractéristiques de la lutte des classes au Chili ?**

**J.E.G. —** L'Union populaire entend diriger l'affrontement des masses contre la classe dominante née à l'impérialisme. Nous voulons réaliser une nouvelle alliance de classes, où la classe ouvrière prendra la tête du mouvement et imposera son hégémonie politique à une classe moyenne qui restait, jusqu'à présent, liée politiquement à la bourgeoisie nationale.

C'est pourquoi nous avons accepté que le Parti radical s'allie aux forces marxistes. Son vice-président a même déclaré, le 15 septembre, que la victoire de l'U.P. libérerait les classes moyennes de la tutelle de la droite. Le parti démocrate-chrétien, notamment, sous la pression du M.A.P.U., se refuse également à être la force d'appoint de la droite : elle est prête à collaborer avec l'U.P. si celle-ci lui donne des garanties en matière de libertés publiques.

La bourgeoisie est, aujourd'hui, isolée. C'est le résultat principal de la lutte du mouvement ouvrier chilien depuis des années.

**T.S. — Et l'impérialisme américain ? Craignez-vous une intervention armée ?**

Le sous-développement économique n'est pas une tare naturelle, il résulte directement de la dépendance et de l'exploitation imposées par l'impérialisme. C'est pourquoi notre lutte nationale est nécessairement solidaire de tous les mouvements de libération, notamment sur le continent sud-américain. Nous devons reconnaître un droit général à la rébellion des peuples soumis à la domination impérialiste.

Nous pensons que, dans les circonstances présentes, un coup de force U.S. au Chili est peu probable.

# Nixon et ses amis

Manuel Bridier

Les voyages présidentiels n'ont en général aucune importance. Quand Pompidou s'est rendu à Washington, chacun savait que le gaullisme était déjà mort depuis belle lurette. Quand il se rend à Moscou, chacun sait que les affaires sérieuses se traiteront ailleurs, entre dirigeants soviétiques, américains et allemands.

Le récent voyage du Président Nixon est d'une autre nature. Il n'a pas seulement symbolisé une politique. A chaque étape, il a marqué très clairement, sinon un tournant du moins le renforcement sans scrupule d'une stratégie offensive à l'égard de toutes les forces de libération nationale et sociale.

## Le gaffeur

A Rome, le Président des Etats-Unis était accueilli par d'immenses manifestations d'hostilité populaire, comme l'avait été son représentant en Amérique du Sud. Le gouvernement italien lui-même se serait passé volontiers d'une visite aussi spectaculaire en un moment aussi chaud. Il suffit de lire les déclarations alambiquées de ses ministres pour s'en rendre compte.

Mettre ainsi ses alliés dans l'embarras, ce n'était pourtant pas, comme on l'a dit, une erreur diplomatique. C'était un moyen d'affirmer sa puissance, d'obliger ses vassaux à le reconnaître. La protection des Etats-Unis ne tolère pas la tiédeur.

On a aussi beaucoup parlé de faute de goût, et même de « gaffe » à propos de la visite au Vatican, des propos guerriers tenus devant le pape et de l'envol en hélicoptère, directement de la place Saint-Pierre au porte-avions « Saratoga ». Là encore, il s'agit d'une marque voulue de la puissance américaine. Le Président Nixon

se considère comme le protecteur du monde occidental. N'a-t-il pas le droit, comme les seigneurs de jadis, d'entrer à cheval dans les églises ?

L'insolence voulue de Nixon a choqué les amateurs de conciliation. Il leur a fallu se rendre compte de la réalité : la domination des Etats-Unis sur le monde occidental, sans fard et sans faux-fuyant.

L'escale de Madrid aura été, de ce point de vue, exemplaire. L'Espagne de Franco est reconnue officiellement comme l'alliée la plus sûre de l'impérialisme américain, le lieu privilégié des bases aéro-navales et des stocks de matériel atomique. La raison n'en est pas, cela va de soi, la position géographique de la péninsule. Après la perte de la Lybie, c'était la Sicile la mieux placée. Mais les dirigeants de Washington ont le sentiment (à tort, espérons-le) que le régime espagnol est le plus solide.

## Le gendarme

Le masque démocratique, le verbiage humanitaire sur le monde libre sont jetés au ruisseau avec les fanfreluches du dernier carnaval. Le gendarme international du capitalisme se donne les alliés dont il a besoin : les anciens alliés de Hitler. Il ne manquait au voyage que l'escale d'Athènes. Il est vrai qu'elle n'était plus nécessaire : le Pentagone a levé l'embargo sur les fournitures d'armes aux colonels assassins.

L'escale de Londres elle-même, apparemment inoffensive, devait ajouter un maillon de plus à la grande alliance des oppresseurs.

Les dépêches officielles font état de la satisfaction du gouvernement conservateur britannique, heureux d'avoir converti le Président Nixon à sa politi-

que sud-africaine. Disons plutôt que Nixon pourra s'appuyer sur Londres pour forcer la main aux quelques hésitants de son entourage et accélérer les fournitures d'armes à Prétoria. L'importance stratégique du cap de Bonne Espérance n'est-elle pas considérable après la fermeture du canal de Suez ? Et les racistes sud-africains n'ont-ils pas, sur leur continent, un rôle décisif dans la bataille contre les combattants africains de la liberté ?

Comme Israël au Moyen-Orient, comme l'Espagne franquiste en Europe, l'Afrique du Sud est la clef de voûte de la domination protectrice américaine sur les impérialistes secondaires en Afrique. Les promesses faites à Madrid et à Prétoria vont dans le même sens que le renforcement annoncé de la VI<sup>e</sup> Flotte, que l'annonce de livraisons d'armes à Tel-Aviv ou le maintien du corps d'intervention au Cambodge. La tournée de Nixon en Méditerranée est celle d'un général inspectant ses troupes.

## Le négociateur

La plupart des commentateurs officiels ont cru voir dans ce déploiement de forces une contradiction avec les tentatives récentes de rapprochement avec l'U.R.S.S. et d'atténuation de la guerre froide.

Les Etats-Unis auraient tenté une ouverture, rencontré une déception et reviendraient maintenant à une politique d'autant plus dure que les « faucons » du groupe Brejnev l'auraient emporté à Moscou sur les « colombes » de Kossyguine.

Cette explication fait honneur à l'imagination toujours fertile des « kremlinologues ». Il est cependant difficile de lui trouver une justification dans la réalité. Ni au Vietnam, ni dans la Méditerranée orientale, ni en

Amérique du Sud le dispositif politique et militaire américain n'a donné le moindre signe de relâchement. Le dégonflage de l'affaire montée autour des bases sous-marines à Cuba nous montre, inversement, qu'il n'y a pas non plus de signes concrets d'une tension accrue.

En fait, il n'y a aucune contradiction entre les cliquetis d'armes de Nixon et Méditerranée d'une part, la volonté de règlement politique russo-américain d'autre part. Aussi bien les Etats-Unis que l'Union Soviétique ne peuvent concevoir un tel règlement que sur la base d'un rapport de force entre grandes puissances, où chacun s'efforce de faire monter les enchères et d'accumuler le plus grand nombre de gages — puis d'imposer au reste du monde.

En ce sens, il est certain que l'Union Soviétique représente sur l'échiquier mondial, un contrepoids à la puissance américaine. Il n'est pas moins certain que l'opposition entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ne s'identifie pas à la lutte mondiale contre l'impérialisme. Les véritables adversaires de Nixon et de ses amis, ce sont aujourd'hui les combattants palestiniens les guérilleros d'Amérique latine et d'Afrique, les masses ouvrières des pays industriels, les forces révolution-

naires (Noirs, Portoricains, avant-garde intellectuelle) et les forces progressistes à l'intérieur même des Etats-Unis.

Le voyage de Nixon et les commentaires qu'il a suscités ont pu donner l'impression que les affrontements diplomatiques voire militaires, entre les grandes puissances étaient aujourd'hui les plus importants. Ce n'est là, pourtant, que l'apparence des choses. Ce n'est pas fondamentalement contre l'U.R.S.S. que les Etats-Unis mobilisent leur flotte et leur aviation, c'est contre la menace des forces populaires, en Palestine d'abord et dans l'ensemble du monde.

Nixon a fait le tour de ses amis. Sa réception à Belgrade peut certes s'expliquer, dans le contexte particulier de la Yougoslavie, comme l'était il y a quelques mois, pour les mêmes raisons, sa réception à Bucarest. Elles n'en sont pas moins regrettables l'une et l'autre.

Au moment où le capitalisme international regroupe ses forces pour le marchandage à l'échelle du monde, une politique mondiale des forces révolutionnaires, une solidarité politique effective de tous les courants anti-impérialistes sont plus que jamais nécessaires.

## Une analyse bureaucratique des élections suédoises

Pour le commentateur de « L'Humanité », la vraie raison du recul des sociaux-démocrates aux dernières élections législatives en Suède, c'est la politique antihiérarchique des salaires appliquée par ces derniers, qui a amené bon nombre de cadres à voter pour les partis « bourgeois ».

Voilà une explication à sens unique, et pour les besoins de la cause... de la C.G.T. dont on connaît la politique en matière hiérarchique.

Mais l'addition des voix parti social-démocrate plus parti communiste ne varie pas sensiblement par rapport aux précédentes élections (à 1% près) et la progression spectaculaire du parti communiste suédois ne s'explique pas par une

politique qui, elle, serait favorable aux thèses du P.C.F. en matière de hiérarchie des salaires : si l'on voulait porter un jugement d'ensemble sommaire sur la politique « socialiste » des sociaux-démocrates suédois on pourrait même dire que l'un de ses aspects les plus positifs réside précisément dans sa politique distributive du revenu national : on ne veut pas agir sur les structures de l'économie suédoise ni sur la structure des rapports de production, on se contente simplement d'agir, par la taxation fiscale directe et l'écrasement des salaires, sur les effets.

Mais la bonne volonté réformiste ne suffit pas : c'est ce que prouve tout simplement la désaffection d'une petite partie du corps électoral suédois.

# tribune

socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette  
Claude Picart

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré  
26.000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F  
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil  
141, boulevard de Sébastopol  
PARIS (2<sup>e</sup>) - Tél. : 236-61-84  
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamo,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.



A.F.P.

## La fin d'une mystification

Henry Rosengart

La folie collective qui s'est emparée de quatre millions d'Égyptiens aux funérailles de Nasser prouve, d'une part, l'aspiration profonde des masses égyptiennes à un changement radical de leurs conditions ; d'autre part, le caractère contre-révolutionnaire d'un culte qui empêche ces masses de s'organiser en ne comptant d'abord que sur elles-mêmes, contre ceux qui exploitent leur misère.

Deux exemples significatifs démontrent à ce propos combien le nassérisme (c'est-à-dire le culte de Nasser et, à travers ce culte, l'intoxication par le nationalisme pan-arabe) « bloquait » chez les masses tout effort de prise de conscience. Le 8 juin 1967, après la signature du cessez-le-feu avec Israël, la colère du peuple égyptien se reporta brusquement contre le Raïs en personne. Il sembla un instant que le nassérisme avait vécu, que Nasser allait être renversé par un torrent aussi soudain qu'impétueux.

Le lendemain, 9 juin, coup de théâtre : Nasser offre sa démission. Du coup, décontenancé, sa colère tombant à vide, conscient de son inorganisation totale, se sentant soudain livré aux forces pro-américaines qui menaçaient de prendre le pouvoir, le peuple égyptien vira brutalement à 180 degrés et plébiscita dans l'enthousiasme celui qu'il avait hué la veille...

Deuxième exemple : 24 heures avant la mort de Nasser son nom était hué, en même temps que celui de Hussein (au cours de manifestations réprimées par la police israélienne), par les Palestiniens de Cisjordanie, furieux de constater que Nasser (ce prétendu ami du peuple palestinien) ne levait pas le plus petit doigt pour sauver celui-ci du massacre. Le lendemain, le Raïs ayant passé de vie à trépas, c'est le virage. De Nasser ne subsiste plus que l'auréole de Saladin

que les Palestiniens avaient si longtemps admirée...

### La fin d'un long sommeil

Avec Nasser, c'est en effet l'esprit de Saladin qu'on vient d'enterrer. Le nationalisme arabe (c'est-à-dire l'idéologie des classes dominantes arabes) vient ici de subir une défaite cuisante. Aucun nouveau dieu vivant ne saurait succéder au Raïs pour remplir sa mission politique : intoxiquer les masses arabes — et en premier lieu égyptiennes — afin qu'elles ne se révoltent pas contre les classes qui les oppriment au bénéfice des puissances impérialistes.

C'est dire que, de Washington à Moscou, de Londres à Paris, c'est — comme le rapportent les agences de presse — une « profonde consternation » générale, mêlée à un « sentiment d'inquiétude » bien compréhensible ! Même les dirigeants israéliens sourient jaune !

Le temps est en effet passé où le nassérisme jouait un rôle progressiste. Bandoeng et la nationalisation du canal de Suez ne sont plus qu'un pâle souvenir. Les Palestiniens n'oublient pas que, jusqu'en 1967, leurs militants d'avant-garde étaient torturés et liquidés dans les prisons du Raïs. Quant aux quelques avantages sociaux octroyés par ce dernier à une partie du peuple égyptien, ils n'ont fait qu'ajouter un facteur de division supplémentaire au sein d'un peuple profondément déchiré. La réalité concrète de dix-huit années de pouvoir nassérien, c'est d'abord une nouvelle classe, la bourgeoisie bureaucratique d'Etat, qui s'est constituée en classe dominante et qui a partagé le pouvoir avec l'armée, se servant de Nasser comme tampon entre elle et la colère des masses. Parmi les trente-cinq mil-

lions d'Égyptiens, nombreux sont ceux qui n'ont pas oublié qu'en novembre 1968 l'armée tira à la mitrailleuse sur la foule des manifestants qui, du Caire à Alexandrie, protestait contre la corruption du pouvoir, la répression anti-étudiante et les bruits de capitulation devant Israël.

### Les conséquences de la mort de Nasser

Le peuple égyptien va maintenant pouvoir se réveiller de la longue hibernation dans laquelle Nasser l'avait plongé. Ses successeurs ne pourront plus brader aussi facilement les droits du peuple palestinien et imposer aux masses misérables les saintes vertus de la patience. Le nassérisme est mort avec Nasser, et les Égyptiens ne tarderont pas à comprendre que la libération du Sinaï ne saurait être qu'une conséquence du combat principal qu'il leur faut livrer : la lutte révolutionnaire contre le pouvoir d'Etat égyptien, c'est-à-dire contre leur principal oppresseur.

L'Etat d'Israël est l'ennemi principal du peuple palestinien. Sa fonction de « gendarme » du Proche-Orient en fait également un ennemi de tous les peuples limitrophes menacés par son expansionnisme territorial, en particulier du peuple égyptien. Mais Israël n'est qu'un ennemi **secondaire** de ces peuples et — à plus forte raison — un ennemi fort éloigné des autres peuples arabes. L'ennemi **principal** de chacun de ces peuples, c'est son propre Etat, contre lequel il doit s'organiser, s'armer et se battre.

La mort de Nasser accélérera considérablement cette mise en cause indispensable du nationalisme pan-arabe dont il était le symbole. Autrement dit, l'élimination du Raïs de la scène politique peut porter à l'impérialisme un coup très sévère. □